

La menace d'une intervention militaire en Syrie en direct

Ban Ki-moon appelle à "agir pour la paix"

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a appelé les membres du Conseil de sécurité à s'unir en vue d'"agir pour la paix" en Syrie. "Nous avons atteint le moment le plus grave de ce conflit", a-t-il ajouté lors d'un discours au Palais de la Paix, à La Haye.

Ali Khamenei : "Un désastre pour la région"

"L'intervention de l'Amérique sera un désastre pour la région. La région est comme une poudrière. L'avenir est imprévisible", déclare le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, cité par l'agence de presse Isna.

L'Iran a également démenti la présence sur son sol du président syrien Bachar el-Assad. Cette rumeur a été relayée mercredi par certains opérateurs sur les marchés financiers.

Al-Qaida menace le régime syrien

Une branche de l'État islamique en Irak et au Levant, affilié à al-Qaida, menace le gouvernement syrien d'une opération "volcan de la vengeance" en représailles contre plusieurs attaques, dont celle présumée au gaz toxique lancée mercredi dernier dans la plaine de la Ghouta près de Damas, rapporte le site internet de surveillance SITE.

Dans un communiqué, un groupe qui se revendique de l'État islamique en Irak et au Levant promet des sanctions contre la Syrie pour une série d'attaques meurtrières et notamment pour celle au gaz toxique présumée de mercredi dernier après une réunion avec huit factions syriennes.

Damas accuse les rebelles de l'attaque chimique

Le représentant de la Syrie à l'ONU accuse les rebelles d'avoir utilisé l'arme chimique pour provoquer une intervention militaire étrangère. "Beaucoup de données tendent à prouver l'innocence du gouvernement syrien qui fait l'objet d'une accusation fallacieuse", a affirmé l'ambassadeur Bachar al-Jaafari dans une interview avec la chaîne officielle syrienne al-Ikhbariya, [reprise par l'agence officielle Sana](#).

Selon lui, ces données prouvent également que les "groupes armés ont utilisé des armes chimiques dans le but d'entraîner une intervention militaire étrangère et une agression contre la Syrie". Les Occidentaux et la Turquie "ont permis aux groupes terroristes de créer un laboratoire pour fabriquer des armes chimiques sur le territoire turc avec des matières fournies par la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar (...) et de faire entrer ces armes chimiques en Syrie pour les utiliser".

Une résidence d'Assad pourrait être ciblée

Si le bombardement du palais présidentiel est exclu, les Occidentaux pourraient en revanche viser une résidence de Bachar el-Assad dans son fief de Lattaquieh, affirme un diplomate occidentale interrogé par le journaliste du *Figaro* Georges Malbrunot. "Il s'agit d'affaiblir el-Assad pour l'amener en position de faiblesse à la conférence de Genève", précise le diplomate.

Des frappes contre les djihadistes liés à la mouvance al-Qaida ne sont pas non plus à exclure. "Sinon, cette

opération militaire ne va faire que renforcer les islamistes les plus radicaux", ajoute cette source proche du dossier.

Les enquêteurs de l'ONU avertis par les États-Unis

Les enquêteurs de l'ONU se sont dirigés vers un des sites de l'attaque chimique présumée imputée au régime syrien. Ils avaient suspendu leur mission, hier, pour des raisons de sécurité. On ignore vers quel site ils se dirigeaient.



Crédits photo: REUTERS/Kinda Makieh

Selon le journaliste du Figaro, Georges Malbrunot, les États-Unis ont déjà averti les enquêteurs d'une attaque imminente. "Des responsables américains ont fait passer le message à l'ONU qu'il valait mieux que les inspecteurs sur place ne prolongent pas leur mission", affirme ainsi une source diplomatique occidentale, proche du dossier.

Les experts des Nations unies enquêtent sur l'attaque chimique, qui, selon l'opposition, a tué des centaines de personnes le 21 août à Mouadamiyat al-Cham et dans la Ghouta orientale, deux zones contrôlées par les rebelles à l'ouest et à l'est de Damas.

Une intervention devrait attendre jeudi

Les frappes contre le régime syrien devront au moins attendre jeudi. Le ministre américain de la Défense, Chuck Hagel, n'attend plus que l'accord de Barack Obama. Mais le président des États-Unis est occupé toute la journée par le 50e anniversaire du discours de Martin Luther King sur la ségrégation.

Côté britannique, un porte-parole du 10 Downing Street affirme que David Cameron ne prendra aucune décision avant la réunion du Conseil de sécurité nationale, aujourd'hui à Londres. Le premier ministre doit également attendre le vote du Parlement britannique, demain.

Vers des frappes militaires limitées

Si une intervention militaire occidentale ne fait guère de doute, la forme qu'elle prendra reste une interrogation. Selon des responsables de l'administration Obama, elle se limiterait à une campagne

ponctuelle de tirs de missiles de croisière Tomahawk depuis les quatre destroyers croisant au large de la Syrie. [Selon le Washington Post](#), l'intervention pourrait ne durer que deux jours.



Crédit photo: REUTERS/Jonathan Sunderman/U.S. Navy/Handout/Files

L'US Navy dispose de quatre destroyers dans l'est de la mer Méditerranée. Chacun d'entre eux est équipé de 90 Tomahawk. Les Britanniques possèdent des sous-marins nucléaires de classe Trafalgar sur place. Ils peuvent également tirer ce type de missiles de croisières. De son côté, la France pourrait se servir de ses sous-marins d'attaque.

Des frappes déstabiliseraient le Moyen-Orient (Lavrov)

Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, avertit qu'une solution militaire en Syrie déstabiliserait le pays et le Moyen-Orient.

Lors d'une conversation téléphonique mardi avec l'envoyé spécial de la Ligue arabe et de l'ONU, Lakhdar Brahimi, "Sergueï Lavrov a insisté sur le fait qu'il n'y avait pas d'alternative à une solution politico-diplomatique en Syrie", indique un communiqué le ministère russe des Affaires étrangères.

La preuve que détient le renseignement américain

Les services de renseignement américains ont intercepté des conversations téléphoniques de l'armée syrienne, après l'attaque de la semaine dernière, rapporte mardi [le magazine Foreign Policy](#).

"Lundi dernier, dans les heures qui ont suivi la terrifiante attaque chimique à l'est de Damas, un responsable du ministère syrien de la Défense a eu des conversations téléphoniques paniquées avec le chef de l'unité des armes chimiques, demandant des réponses sur la frappe à l'agent neurotoxique qui a tué plus de 1000 personnes", lit-on dans le magazine.

"C'est la principale raison pour laquelle les responsables américains disent maintenant qu'ils sont certains que ces attaques sont l'oeuvre du régime de Bachar el-Assad et pourquoi l'armée américaine s'apprête à attaquer ce régime dans les jours à venir", ajoute *Foreign Policy*.

Des hackers pro-Assad s'attaquent au "New York Times"

Le site du *New York Times* est en panne depuis hier soir à la suite d'une attaque informatique. Twitter a lui aussi connu des problèmes techniques. La cyberattaque a été revendiquée par une organisation revendiquant son soutien au président syrien Bachar el-Assad. L'Armée électronique syrienne est déjà à l'origine de plusieurs attaques contre des médias qu'elle considère hostile au gouvernement syrien, parmi lesquels CNN, *Time* et le *Washington Post*.

Obama s'est de nouveau entretenu avec Cameron

Le président des États-Unis s'est entretenu, dans la nuit, avec le premier ministre britannique, David Cameron. Il a été question "des réponses possibles de la communauté internationale au recours aveugle aux armes chimiques le 21 août", précise la Maison Blanche. Aucune décision formelle n'a été prise. Le président américain a contacté à deux reprises le premier ministre britannique. Barack Obama et les hauts responsables de son administration ont effectué près de 90 appels à des dirigeants étrangers depuis mercredi dernier.

Le point sur la situation

o «Nous sommes prêts»

Une frappe contre le régime syrien, accusé d'avoir utilisé des armes chimiques dans sa guerre contre les rebelles, semblait imminente aujourd'hui, Washington et ses alliés préparant le terrain pour une action militaire contre laquelle Damas a promis de se défendre. "Le régime syrien est responsable de l'usage d'armes chimiques le 21 août près de Damas, cela ne fait pas de doute", a déclaré le porte-parole du président américain Barack Obama, Jay Carney, qui a promis la publication d'un rapport du renseignement le prouvant d'ici à la fin de la semaine. Plus tôt, le secrétaire américain à la Défense Chuck Hagel a indiqué que son pays avait "positionné des éléments pour être capables de répondre à toute option choisie par le président" Obama. "Nous sommes prêts à y aller", a-t-il assuré.

o Une question de jours

L'opposition syrienne a aussi indiqué qu'il s'agissait d'un "question de jours", faisant état de "rencontres entre la Coalition, l'Armée syrienne libre (rébellion) et les pays alliés durant lesquelles sont discutées les cibles éventuelles", dont des aéroports, des bases militaires et des dépôts d'armes.

o François Hollande rencontre le président de la Coalition nationale syrienne

"La France est prête à punir ceux qui ont pris la décision infâme de gazer des innocents" en Syrie, a déclaré le chef de l'État français dans un discours de politique étrangère devant les ambassadeurs français réunis à Paris. Il doit rencontrer jeudi le président de la Coalition nationale syrienne (la principale instance de l'opposition syrienne), Ahmad al-Assi al-Jarba, pour "faire le point".

o Damas promet de se défendre

Le régime a lui martelé que son pays se défendrait en cas de frappe. "Nous avons deux options: soit nous rendre, soit nous défendre (...) Le seconde alternative est la meilleure", a affirmé le ministre syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem. "Nous avons des moyens de défense qui vont surprendre". Selon lui, une intervention militaire "servira les intérêts d'Israël et en deuxième lieu du Front al-Nosra", groupe armé djihadiste combattant avec les rebelles et qui a prêté allégeance à Al-Qaïda. Il a en outre "défié" ceux qui veulent frapper la Syrie "de montrer ce qu'ils ont comme preuves" concernant un éventuel usage d'armes chimiques par le régime.

o Les alliés du régime syrien évoquent les risques d'une intervention

Principal allié de la Syrie, Moscou a prévenu qu'une intervention militaire aurait des conséquences "catastrophiques" pour les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, un vice-ministre russe allant jusqu'à accuser l'Occident d'agir "comme un singe avec une grenade". Autre allié de Damas, l'Iran a averti qu'une action militaire menacerait "la sécurité et la stabilité de la région".